

Versement
1486 W 1-92

Identification :

Intitulé/ Analyse : Contrôle des entreprises par la troisième section de l'Inspection du travail : dossiers de suivi.

Dates extrêmes : 1983-2003

Importance matérielle : 3,40

Contexte

Service producteur : Direction départementale du travail et de l'emploi, inspection du travail.

N° d'entrée du versement : 55775

Date d'entrée du versement : 12/02/2008

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 2047
Fin communicabilité : 2054

Contrôle de la description

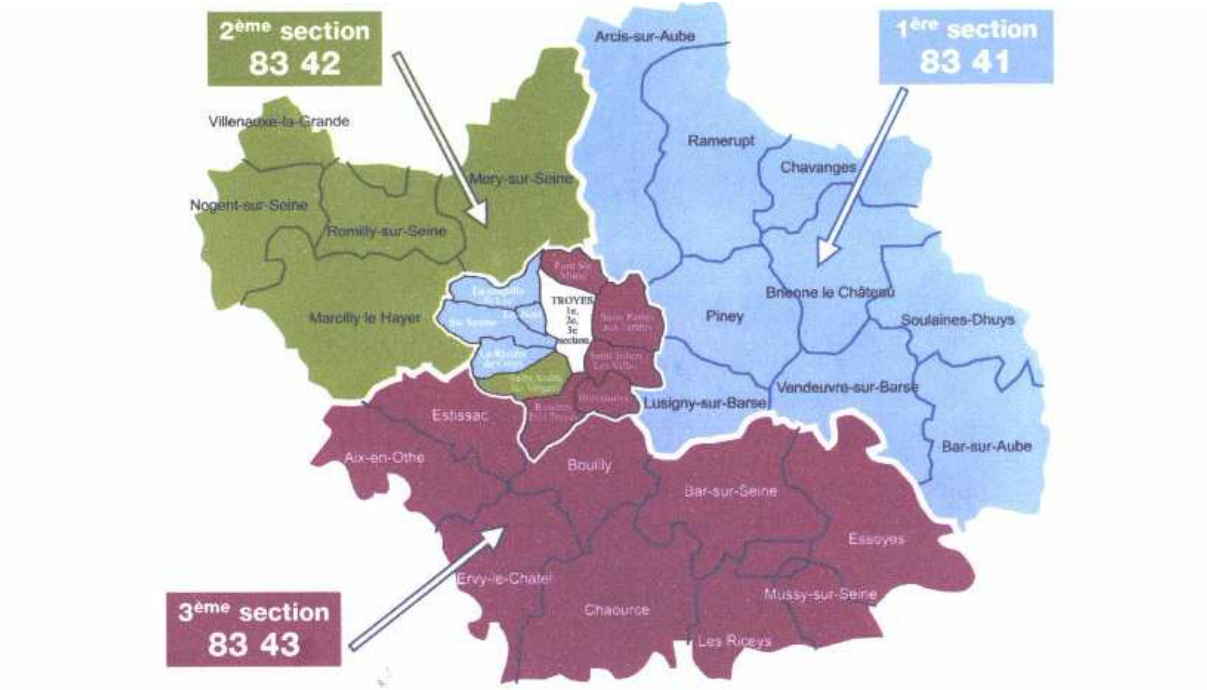
Date de rédaction de l'inventaire : août 2009

Présentation

Présentation du service producteur

La direction départementale de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle (DDTEFP) est un service déconcentré dépendant des ministères en charge du travail et de l'emploi. Elle veille au respect du droit du travail dans les entreprises, informe et conseille autour de ce droit et propose des aides pour favoriser l'emploi et la formation professionnelle. En outre, elle met en oeuvre une politique active de l'emploi en direction des entreprises et participe à l'insertion et à la formation professionnelle.

L'inspection du travail (IT), service versant, a été créée par la loi du 19 mai 1874. Elle constitue un corps de contrôleurs spécialisés, chargés du contrôle et de l'application de la réglementation du travail au sein des entreprises (établissements industriels, commerciaux et artisanaux). Les agents de contrôle de cette administration sont répartis en trois sections d'inspection selon le découpage géographique suivant :



L'IT poursuit également ses missions en informant et conseillant les employeurs et les salariés. Elle diffuse enfin au niveau de l'administration centrale les informations locales relatives à la situation et aux conditions de l'emploi (études, statistiques).

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

Ce versement contient les dossiers des entreprises suivis par la troisième section de l'inspection du travail. Ceux-ci peuvent contenir, selon les cas, des procès-verbaux et comptes-rendus divers (élections aux institutions représentatives du personnel, assemblées

générales, commission de contrôle, etc.), des dossiers de licenciement de salariés protégés, des dossiers de personnels, de recours hiérarchiques, d'accidents du travail, des rapports annuels du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), des rapports médicaux, des plans et bilans sociaux, des accords d'entreprise, etc.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 pose comme principe le droit de toute personne à l'information (article 1) et par conséquent, le droit d'obtenir communication des documents détenus par une administration sous réserve que leur consultation ne porte pas atteinte à l'un des secrets protégés par la loi.

Le législateur définit des «secrets absolus» (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008 en vertu des articles 17 et 18.

La loi Archives n° 2008-696 instaure le principe de la libre communicabilité des archives publiques à toute personne, et révise les délais spéciaux. Les délais spéciaux sont désormais (suivant le contenu du document) :

-de 25, 50 et 75 ans à compter de la date du document ; le délai de 100 ans tel que le fixait la Loi Archives n° 79-18 étant toujours applicable dans le cas de dossiers ou d'actes mettant en cause des mineurs.

-de 100 et 120 ans à compter de la date de naissance de la personne ou de 25 ans à compter de la date de décès de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

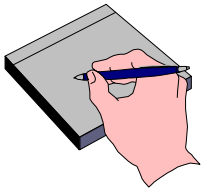
Conditions d'accès au fonds

Le délai de communicabilité est de 50 ans à compter de la date extrême la plus récente du dossier.



Plan de classement

N° Articles	*Description*	*Dates extrêmes*
1-92	Dossiers des entreprises suivis par la troisième section de l'inspection du travail.	1983-2003



Annexes

Liste des sigles

CHSCT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

IRP : Institutions représentatives du personnel (comités d'entreprise, délégués du personnel, délégués syndicaux).

1486 W 1-92

Inspection du travail, 3ème section.- Contrôle du respect de la législation sur le travail : dossiers individuels de suivi des entreprises.

1983-2003

1486 W 1 A.A.S.E.A (association auboise pour la sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes), Rosières : licenciement de salarié protégé, rapport annuel du C.H.S.C.T., élections aux institutions représentatives du personnel, compte-rendu du conseil d'administration, dossier G.E.I.Q. 10 (groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification de l'Aube).

1994 - 2002

1486 W 2 A.D.A.D. (association départementale d'aide à domicile de l'Aube), Troyes : licenciement de salarié protégé, élections aux institutions représentatives du personnel.

1999 - 2000

1486 W 3 A.F.P.A. (association nationale pour la formation professionnelle des adultes), Pont-Sainte-Marie : synthèse sur la R.T.T. (réduction du temps de travail), diagnostic amiante, élections aux institutions représentatives du personnel.

1995 - 2002

1486 W 4 A.P.E.I. Aube (association de parents d'enfants inadaptés), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1998 - 1999

1486 W 5 APPETIFRAIS / BONDUELLE, Saint-Benoist-sur-Vanne : conflit, contentieux aux élections professionnelles, compte-rendu de réunion du C.H.S.C.T., élections aux institutions représentatives du personnel.

1994 - 2002

1486 W 6 AVERY DENNISON France (ex DORET), Troyes : plan social du groupe DORET, rapport amiante, licenciements de salariés protégés, accident de travail, élections aux institutions représentatives du personnel.

1990 - 2002

1486 W 7 A.T. France (Andouilettes de Troyes) : élections aux institutions représentatives du personnel, accord de participation, compte-rendu de réunion du comité d'entreprise, entrave au fonctionnement du comité d'entreprise, licenciement pour faute, bilan du C.H.S.C.T.

1990 - 2001

1486 W 8 B.D.S. ASSOCIES (Buat, Didier, Souverain), Troyes : licenciement économique.

1994 - 1996

1486 W 9 B.P.C. (banque populaire de Champagne), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, compte-rendu de réunion du comité d'entreprise, rapport sur l'égalité professionnelles hommes-femmes, licenciements de salariés protégés, bilan social.

1988 - 2001

1486 W 10 S.C.R. (société chimique de la route) / APPIA, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, rapport annuel, licenciements, enquête sur le décès d'un employé, conflit, contrôle de la durée du travail.

1994 - 2000

1486 W 11 CARRARD S.A. Nettoyage industriel, Saint-Julien-les-Villas : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement économique.

1984 - 1999

1486 W 12 CEGELEC, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1998 - 1998

1486 W 13 C.F.A. (centre de formation des apprentis), Pont-Sainte-Marie : élections aux institutions représentatives du personnel.

1994 - 1999

1486 W 14 C.T.I. (centre de traitement informatique) de la Sécurité sociale, Pont-Sainte-Marie : élections aux institutions représentatives du personnel.

1994 - 1996

1486 W 15 CHAMPENOISE (LA), Jully-sur-Sarce : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciements.

1996 - 2001

1486 W 16 CHANTECLAIR, Saint-Pouange : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement économique.

1992 - 1999

1486 W 17 CONFORAMA, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salarié protégé.

1992 - 1999

1486 W 18 CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE, Troyes : bilan social, élections aux institutions représentatives du personnel, défaut de consultation du comité d'entreprise, licenciement.

1994 - 2002

1486 W 19 C.G.B. (comptoir général du bâtiment), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1997 - 1999

1486 W 20 CLAROPLAST, Troyes : grève, élections aux institutions représentatives du personnel.

1993 - 2000

1486 W 21 CREDIT DU NORD, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel,

1996 - 1999

1486 W 22 C.Q.E. (composants quartz et électronique), Pont-Sainte-Marie : manuel de sécurité, élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salarié protégé, mises en retraite, mise en demeure de l'inspection du travail.

1993 - 2001

1486 W 23 C.R.N. (constructions et réalisations nouvelles), Saint-Julien-les-Villas / C.R.N. BROCARD, Rosières : observations de l'inspection du travail, rapport annuel, élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement pour inaptitude physique.

1987 - 2002

1486 W 24 N.G.I. PROPRETE / FEDER, Saint-Julien-les-Villas : règlement intérieur, plan de prévention, observations.

2002 - 2002

1486 W 25 DUBIX - DE SOUZA, Rosières : règlement intérieur, licenciement économique, élections aux institutions représentatives du personnel, mise en demeure de recruter une infirmière.

1969 - 2000

1486 W 26 DISTILLERIES DE L'AUBE, Buchères : accords d'intéressement, élections aux institutions représentatives du personnel.

1997 - 1999

1486 W 27 DRUJON S.A., Moussey : accord de participation, élections aux institutions représentatives du personnel, accident de travail.

1995 - 1998

1486 W 28 FNAC, Troyes : licenciement de salarié protégé.

2001 - 2001

1486 W 29 G.I.S.M.A. (groupement interprofessionnel social et médical aubois), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1994 - 1997

1486 W 30 GROUPE ZANNIER PRESTATIONS, Troyes : licenciements économiques, licenciement de salarié protégé, élections aux institutions représentatives du personnel.

1996 - 2001

1486 W 31 G.T.E. (groupement troyen d'électronique), Troyes : licenciement économique, élections aux institutions représentatives du personnel.

1996 - 2001

1486 W 32 GUY DE BERAC, Troyes : licenciement de salarié protégé, élections aux institutions représentatives du personnel.

1997 - 2002

1486 W 33 HOPITAL DE BAR-SUR-SEINE : bilan social.

1997 - 1997

1486 W 34 HUOT PARQUETS, Saint-Julien-les-Villas : rapport annuel du C.H.S.C.T., élections aux institutions représentatives du personnel.

1994 - 1998

1486 W 35 INTERMARCHE, Saint-Julien-les-Villas : licenciement de salarié protégé.

1999 - 1999

1486 W 36 I.M.E. (institut médico-éducatif), Montceaux-lès-Vaudes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1992 - 1999

1486 W 37 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1995 - 1997

1486 W 38 ISECO, Saint-Phal : licenciements économiques, grève, élections aux institutions représentatives du personnel.

1997 - 2001

1486 W 39 JACQUOT, Troyes : accidents de travail, rapport de conformité des machines, licenciement économique, négociations, accords, élections aux institutions représentatives du personnel.

1990 - 2001

1486 W 40 KIRSCHNER, Rosières : observations de l'inspection du travail, licenciements économiques, élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbal d'infraction.

1990 - 1996

1486 W 41 LYCEE PRIVE D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL SAINT-JOSEPH, Troyes : négociations, élections aux institutions représentatives du personnel, rapport annuel du comité d'entreprise.

1983 - 2000

1486 W 42 LYCEE PROFESSIONNEL DES VASSAULES, Troyes : mise en conformité de l'outillage.

1996 - 1996

1486 W 43 MAISON DE RETRAITE SAINT-VINCENT-DE-PAUL, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1997 - 1999

1486 W 44 MURELLI & ROYER, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement économique.

1995 - 1999

1486 W 45 MUTUALITE DE L'AUBE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1999 - 1999

1486 W 46 NEOMEDIAM, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, procès-verbal d'infraction.

1995 - 1999

1486 W 47 STRATOS, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1995 - 1998

1486 W 48 PAKERS MUSSY (ex MUSSY EMBALLAGES), Mussy-sur-Seine : élections aux institutions représentatives du personnel, bilan du C.H.S.C.T., accord d'intéressement.

1985 - 1999

1486 W 49 SANTIN, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, accidents du travail.

1993 - 1999

1486 W 50 SOGEP, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1999 - 1999

1486 W 51 PETIT BATEAU, Troyes et Pont-Sainte-Marie : élections aux institutions représentatives du personnel, accident de travail.

1996 - 1998

1486 W 52 POLYCLINIQUE DES URSULINES, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salarié protégé.

1994 - 2001

1486 W 53 SURGEL FRAIS / DISTRAL / LA VAUDOISE, Rosières : licenciements, élections aux institutions représentatives du personnel.

1993 - 2001

1486 W 54 LA RENAISSANCE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciements de salariés protégés.

1991 - 2002

1486 W 55 RIDORAIL, Estissac : élections aux institutions représentatives du personnel, compte-rendu de réunion du comité d'entreprise, accident de travail.

1997 - 2000

1486 W 56 BESNIER VAUDES PREEMBALLE, Vaudes : élections aux institutions représentatives du personnel.

1993 - 1999

1486 W 57 SERCOMI / S.M.B., Mussy-sur-Seine : négociations, accords, désaccord, élections aux institutions représentatives du personnel.

1990 - 1997

1486 W 58 S.M.B. (essieux suspensions freinage attelage), Saint-Thibault : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciements de salariés protégés, accident de travail.

1997 - 2001

1486 W 59 BANQUE S.N.V.B. (société nancéienne Varin-Barnier), Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, plan social.

1993 - 1998

1486 W 60 TEMEX, Pont-Sainte-Marie : licenciements économiques.

2003 - 2003

1486 W 61 SOCIETE GENERALE, Troyes : dérogations, conflits, négociations, accords, élections aux institutions représentatives du personnel.

1994 - 2002

1486 W 62 SEDIS (compagnie de transmissions mécaniques), Troyes : règlement intérieur, élections aux institutions représentatives du personnel, diagnostic amiante, plan de mise en conformité, accidents de travail.

1995 - 2002

1486 W 63 SIPAN CENTRE LECLERC, Saint-Parres-aux-Tertres : contrôle LECLERC / PRESTAVENTE, procès-verbal d'infraction, travail du dimanche, accord d'intéressement, élections aux institutions représentatives du personnel, licenciements économiques.

1993 - 2001

1486 W 64 SOCOBOIS, Rosières : élections aux institutions représentatives du personnel, conflit.

1994 - 1999

1486 W 65 - 66 S.M.B. (société mécanique de Bernon), Bernon.

1992 - 2001

1486 W 65 Elections aux institutions représentatives du personnel, licenciements de salariés protégés, accident de travail, contrôle du temps de travail, horaires, observations de l'inspecteur du travail, accident de travail, accords, intéressement, entreprises intervenantes.

1992 - 2001

1486 W 66 Restructuration, déménagement, licenciements économiques, chômage partiel, aides, correspondance.

1992 – 2001

1486 W 67 S.T.T. (société troyenne de teinture), Troyes : négociations, travail à 35 heures, élections aux institutions représentatives du personnel, licenciements, accident de travail, livret d'accueil, consignes de sécurité, redressement judiciaire.

1990 - 2001

1486 W 68 SOTRATEX (ennoblissement, teinture, impression, assemblage), Troyes : droit d'expression, accident du travail, licenciement d'un salarié protégé.

1986 - 2003

1486 W 69 TRICO 3, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salariés protégés, procès-verbaux

1996 - 2002

1486 W 70 TECHNOPLAST, Rosières : accord d'intéressement, élections aux institutions représentatives du personnel, accidents de travail.

1992 - 1999

1486 W 71 TEINTURERIE DE CHAMPAGNE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, bilan social, conflit, licenciement de salarié protégé.

1991 - 2002

1486 W 72 TEINTURERIE DE CHAMPAGNE, Troyes : compte-rendu de réunion du comité d'entreprise, plan de mise en conformité, rapport amiante.

1991 - 2002

1486 W 73 VENTEX, Pont-Sainte-Marie : plan social, projet de licenciement collectif, licenciement de salarié protégé.

1993 - 1997

1486 W 74 TEKELEC TEMEX / TEKELEC AIRTRONIC DIDTRIBUTION, Pont-Sainte-Marie : procès-verbal, élections aux institutions représentatives du personnel, observations.

1995 - 2000

1486 W 75 VACHETTE, Troyes : licenciements de salariés protégés, conflit, bilan social, procès-verbal de réunion du comité d'entreprise, observations, élections aux institutions représentatives du personnel, accident de travail.

1988 - 2000

1486 W 76 BONNETERIE DU PONT DE CHALONS, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, observations, amiante, plan de mise en conformité, licenciements, redressement judiciaire, liquidation, plan social.

1983 - 2000

1486 W 77 TEINTURERIE DES BAS-TREVOIS, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, accident du travail, licenciements, plan de mise en conformité, participation, observations.

1995 - 2002

1486 W 78 DEVANLAY, Bar-sur-Seine et Chaource : élections aux institutions représentatives du personnel, observations, chômage partiel, projet de cession du fonds d'industrie, compte-rendu de réunion du comité d'établissement, transfert de salariés.

1994 - 2000

1486 W 79 DEVANLAY, Chaource : élections aux institutions représentatives du personnel, observations, chômage partiel, horaires, demandes de transfert, négociations.

1997 - 2000

1486 W 80 AUBELIN (ex DEVANLAY), Bar-sur-Seine et Chaource : accident de travail, élections aux institutions représentatives du personnel, conflit, chômage partiel, plan de mise en conformité, licenciements de salariés protégés.

2000 - 2001

1486 W 81 AUBELIN (ex DEVANLAY), Bar-sur-Seine : accident de travail, élections aux institutions représentatives du personnel, conflit, chômage partiel, règlement intérieur, plan de mise en conformité, amiante, plan social, licenciements.

2000 - 2001

1486 W 82 VENTEX - COGES - J. ACE, Pont-Sainte-Marie : règlement intérieur, horaires, plan social, licenciement de salariés protégés.

1984 - 1999

1486 W 83 VENTEX - J. ACE, Pont-Sainte-Marie : élections aux institutions représentatives du personnel, observations, plan de mise en conformité, comité d'hygiène et de sécurité, plan social, bilan économique et social, licenciements.

1983 - 1999

1486 W 84 S. N. J. B. (société nouvelle J. BERTIN), Troyes : observations, règlement intérieur, négociations, C.H.S.C.T., élections aux institutions représentatives du personnel, aménagement et réduction du temps de travail.

1997 - 2000

1486 W 85 FRA-FOR, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, C.H.S.C.T., observations, négociations, chômage partiel, amiante.

1983 - 1999

1486 W 86 FRA-FOR, Troyes : licenciements, demande de convention de formation et d'adaptation professionnelle du fonds national de l'emploi.

1998 - 2000

1486 W 87 - 89 JOUFFRIEAU, Neuville-sur-Vanne.

1985 - 1998

1486 W 87 Règlement intérieur, horaires, observations, plan de mise en conformité, élections aux institutions représentatives du personnel, C.H.S.C.T.

1985 - 1998

1486 W 88 Plan social, licenciements.

1998 - 1998

1486 W 89 Négociations, licenciements, reclassement.

1998 – 1998

1486 W 90 T.E.O. (teinturerie de l'est et de l'ouest), Troyes : observations, conflits, licenciements, redressement judiciaire.

1991 – 1996

1486 W 91 - 92 S.T.A.B. (société de tricotage d'articles de bonneterie), Troyes.

1985 - 2002

1486 W 91 Elections aux institutions représentatives du personnel, C.H.S.C.T., négociations, rapport sur l'égalité professionnelle hommes/femmes, observations, plan de mise en conformité.

1985 - 2002

1486 W 92 Procès-verbal, règlement intérieur, accident de travail, aménagement du temps de travail, chômage partiel, licenciements, redressement judiciaire.

1985 - 2002